

ou offices de bienfaisance ?

Certains de nos artistes, de guerre lasse, ont préféré l'exil pour pratiquer leur métier sans les contraintes qui paralysent l'esprit créatif et qui dévalorisent l'artiste.

Dans ces pays d'accueil où seul le talent peut servir de monnaie d'échange, bénéficiant par ailleurs de moyens de production hautement professionnels, ils ont donné naissance à des œuvres sublimes.

L'Algérie a fait un bond prodigieux dans les domaines de l'éducation et de la formation, mais dans celui des arts, il est déplorable de constater que nous avons des siècles de retard à rattraper.

Ce qui ne pourrait se faire sans une volonté politique affirmée et constante de l'Etat qui accorderait à ce secteur une attention particulière.

A notre avis, le volet cinéma est celui qui demeure à ce jour le moins nanti. Il n'a jamais bénéficié de moyens financiers réguliers pour la production de films, ni d'infrastructures minimales nécessaires à leur fabrication, alors que le 7^e art constitue également une industrie.

Ce n'est pas demain que ce secteur, qui nécessite de gros moyens financiers, sera investi par le privé pour qui tout placement de capitaux veut dire profit rapide.

Ces «éventuels patriotes» de la culture n'ont pas eu encore l'audace de se manifester. Aussi, sans l'aide de l'Etat, le cinéma algérien continuera à exister par à-coups. Seule sa prise en charge, durant une étape transitoire, par les pouvoirs publics pourrait le faire sortir du marasme qu'il traverse depuis la dissolution des entreprises publiques de production (Oncic., Enaproc., Caaic.). En d'autres termes, le cinéma algérien pour exister et se développer a besoin :

1- D'une industrie pour en finir avec les moyens de production artisanaux.

2- De moyens financiers pour assurer une production régulière de plusieurs films par an. La quantité permettra aussi de diversifier les genres (comédie, drame, film historique, documentaire, film de vulgarisation scientifique, etc.).

3- De nouvelles salles de cinéma pour atteindre, à moyen terme, le nombre d'une salle au minimum par APC.

De la sorte, les populations les plus reculées, elles aussi, «découvriront» le monde merveilleux du cinéma, synthèse de tous les arts.

Par ailleurs, un nombre important de salles permettra, d'une part, d'amortir les coûts élevés des films et, d'autre part, de renflouer le FDATIC.

Pour information, en 1982, l'Oncic gérait 280 salles de cinéma. Cet office a réalisé au cours de cette même année 23 837

558 entrées. Le prix moyen du billet étant de 4,26 DA, les recettes/guichets se sont chiffrées à 101 695 245 DA.

Un film à budget moyen revenait à l'époque à 3 millions de dinars. La Bulgarie, par exemple, peuplée de 9 millions d'habitants, dispose d'un réseau d'exploitation constitué de 3 000 salles de cinéma.

L'Algérie, qui avait hérité au lendemain de l'indépendance de 400 salles de cinéma, se retrouve aujourd'hui avec seulement une trentaine en activité.

4- D'établissements de formation dans les métiers du cinéma afin de doter ce secteur de nouvelles compétences capables de réaliser de véritables œuvres d'art.

La formation d'artistes et de techniciens permettra à l'avenir de constituer plusieurs équipes de tournage.

Aujourd'hui, si l'on ajoutait au déficit humain le déficit matériel, nous pouvons affirmer qu'il serait difficile de faire démarrer en même temps et sans gros risques la production de quatre longs-métrages.

Depuis la dissolution des entreprises publiques de production, les rares films subventionnés l'ont été soit pour commémorer des dates, ou participer à des manifestations culturelles.

Quant aux festivals internationaux du cinéma organisés par notre pays, ils n'ont pas servi, hélas, à booster notre production.

En 2010, seuls deux longs-métrages ont été réalisés. Par conséquent, avec une production rarissime, notre participation à ces compétitions, où le but recherché est «la confrontation des thèmes, des idées, des conceptions artistiques et techniques», se réduit à une simple figuration.

Compte tenu de ce qui précède, ne serait-il pas plus judicieux de se contenter de journées ou de panoramas de cinéma qui ont plus un caractère de rencontres et d'échanges culturels que celui d'une compétition cinématographique, entreprise pour laquelle, nous semble-t-il, nous ne sommes pas tout à fait prêts.

Un autre domaine qui a souffert de l'indifférence des responsables est celui de la Cinémathèque algérienne, dont les missions essentielles sont la conservation, la restauration et le catalogage des films.

Malgré les appels des directeurs successifs de cette institution qui réclamaient sans cesse la réalisation d'un blockhaus et de ses annexes, avec des normes hygrométriques et une climatisation adéquate, pour protéger les films d'une «destruction par le feu et plus insidieusement par la décomposition chimique», pour reprendre les termes de Madame Nadia El



Photo d'une scène du film *La bataille d'Alger*.

Kenz, cette opération, à notre connaissance, n'a pas connu un début d'exécution.

Par conséquent, l'entreposage effectué dans des lieux inappropriés a détérioré au fil des ans une partie non négligeable de ce trésor, dont la pellicule est constituée d'un matériau à base de nitrate ou d'acétate, «un des supports artistiques les plus vulnérables». (Madame Nadia El Kenz. *L'odyssée des cinémathèques*. Editions Anep).

Par ailleurs, la critique en Algérie vivait un véritable dilemme : soutenir notre jeune cinéma à l'état embryonnaire ou critiquer sans complaisance les films réalisés par nos jeunes cinéastes au risque de nuire à la carrière de leurs œuvres, souvent truffées de maladresse.

Ce choix ne doit souffrir aujourd'hui d'aucune hésitation car l'art cinématographique ne peut être pratiqué que par ceux qui ont les capacités intellectuelles de réfléchir profondément sur les thèmes qui préoccupent notre société et maîtrisent aussi les moyens d'expression cinématographique pour les traiter à l'écran dans une forme esthétique adéquate. Une critique objective qui saura apprécier les mérites d'un film ou en relever ses insuffisances peut aider les jeunes cinéastes à corriger leurs erreurs et dissuader les moins doués à en faire leur métier.

En lisant certaines critiques, nous avons le sentiment que leurs auteurs nous livrent de simples impressions sur le film en accordant une prépondérance au contenu, alors qu'une analyse élaborée doit englober tous les éléments constitutifs d'une œuvre cinématographique (scénario, mise en scène, direction d'acteurs, prise de vues, montage...).

Ce n'est pas par hasard que Hegel affirme que «la forme et le contenu de l'œuvre d'art sont en relation dialectique».

La manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011», qui se prépare avec une intense fébrilité, a pris en charge un volet important dans son programme : la réhabilitation de la vieille ville de Tlemcen en lui consacrant une enveloppe financière importante. Cette action louable sauvera de la disparition une partie de l'histoire de cette cité millénaire.

Mais voilà que dans la capitale, un autre repère historique se meurt progressivement devant l'indifférence totale de ceux qui ont le pouvoir et le devoir d'agir pour arrêter cette hécatombe.

Il s'agit bien entendu de La Casbah d'Alger, que ni les aléas du temps ni les assauts répétés des troupes d'un sinistre général qui usera de violence et de brutalité pour en venir à bout de la résistance urbaine, pensait-il, n'ont pu faire cesser de battre le cœur de cette citadelle au rythme des événements de l'histoire.

Autant nous sommes émerveillés par son architecture, autant nous sommes consternés par les crimes qui y ont été perpétrés. Pour mieux l'investir, ce général l'enfermera derrière des murs des barbelés, transformant ainsi cette vieille cité en une immense prison.

En se rappelant cette période, notre pensée va aux glorieux martyrs et aux héros de notre révolution pour qui La Casbah a servi de refuge ou de poste de commandement parmi lesquels nous citerons Larbi Ben M'hidi, Abane Ramdane, Krim Belkacem, Ouamrane, Benyoucef Benkhedda, Taleb Abderrahmane, Ali La Pointe,

Hassiba Ben Bouali, Mahmoud Bouhamidi, Le Petit Omar, et que Yacef Saâdi, chef de la Zone autonome, a immortalisée dans son célèbre film *La bataille d'Alger*.

Mais depuis 1962, La Casbah d'Alger subit une dégradation rapide et constante. Malgré les cris d'alarme lancés par des associations, les pouvoirs publics sont restés impassibles devant les clameurs de ces humbles pour qui cette cité est histoire, amour et souvenirs impérissables.

Ce cas nous rappelle un autre, encore plus tragique. En 1985, à Sétif, malgré l'appel, lancé par des chercheurs et en dépit de la législation en vigueur, une partie de l'histoire de cette ville sera ensevelie sous le béton pour aménager un parc de loisirs. Quel gâchis pour le pays, quel dommage pour notre Histoire !

Durant les années 1990, lors d'une réunion de travail avec le regretté Aboubekr Belkaïd, alors ministre de la Culture, ce dernier, en évoquant la situation économique de l'ex-URSS dont les mécanismes s'étaient quelque peu emballés durant la «perestroïka», avait prononcé une phrase d'une clairvoyance qui ne peut émaner que d'un homme politique averti. Il avait dit ceci : «La Russie se relèvera très vite car elle a l'essentiel : LA CULTURE.»

En conclusion, nous pouvons affirmer que la culture dans notre pays continue de battre en retraite devant l'ignominie des hommes.

Elle préserve pourtant cette étincelle d'où, peut-être, ressurgira un jour la lumière.

H.-L. A.

* Diplômé de l'Institut du cinéma de Moscou (V.G.I.K.)